

Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

EMMANUELLE MAITRE
Observatoire sous la direction de
BRUNO TERTRAIS

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
VEILLE	4
1. États-Unis	4
2. Russie	4
3. Corée du Nord	4
4. Royaume-Uni	5
QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES	6
1. La prudence plus que l’optimisme devrait prévaloir dans la péninsule coréenne	6
2. Débats et perspectives sur le désarmement en Europe dans le contexte du TIAN	9
QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES	13
1. L’Inde : puissance nucléaire intercontinentale	13
PUBLICATIONS ET SEMINAIRES	15
1. Strategic Stability, Uncertainty and the Future of Arms Control Heather Williams, Survival, vol. 60, n°2, 2018.	15
2. Russia and NATO: How to overcome deterrence instability? Thomas Frear, Lukasz Kulesa, Denitsa Raynova, Euro-Atlantic Security Report, European Leadership Network, Avril 2018.	16
CALENDRIER	18

Mai 2018

AVANT-PROPOS

La question nucléaire a été encore largement liée en mai à la péninsule coréenne. L'organisation d'un sommet entre le Président américain et le leader nord-coréen a pris des airs de thriller avec des tentatives de rapprochement puis des refroidissements subits. Quoiqu'il arrive, les discussions sur une possible dénucléarisation ont remplacé les menaces d'annihilation, alors que les deux Corées continuent de discuter.

Dans le même temps, la tenue du Comité préparatoire à la conférence d'examen du Traité de non-prolifération donne l'occasion de faire un point sur l'impact du Traité d'interdiction des armes nucléaires près d'un an après son adoption.

Enfin, l'Inde continue ses progrès balistiques avec la démonstration régulière de sa capacité à atteindre une portée intercontinentale.

Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.

VEILLE

I. États-Unis

Le **10 mai 2018**, la commission des forces armées de la Chambre des Représentants vote un amendement à la loi de finances pour l'année fiscale 2018 qui indique que si le gouvernement américain ne peut vérifier le bon [respect du Traité FNI par la Russie](#), il ne se tiendra plus tenu par ses obligations¹.

Le **22 mai 2018**, d'anciens responsables politiques et militaires américains signent une [lettre envoyée au Congrès](#) pour l'encourager à rejeter les propositions d'armes à faible puissance demandées dans la NPR 2018². Un amendement en ce sens est rejeté par la commission des forces armées

de la Chambre des Représentants le **22 mai 2018**³.

Le **18 mai 2018**, le Département de la Défense annonce la signature d'un contrat d'un montant de 250 millions de dollars à destination de Boeing pour des travaux de R&D sur [l'intégration du LRSO au B-52](#)⁴.

2. Russie

Le **19 mai 2018**, Vladimir Poutine annonce le [déploiement des Sarmat pour 2020](#) et des missiles hypersoniques Avanguard dès 2019⁵. Selon le Président russe, [14 unités de missiles recevront de nouveaux Yars](#) cette année à la place des systèmes Topol⁶.

Le **21 mai 2018**, TASS annonce que le plan d'armement russe 2018-2027 ne comprend pas de seconde version pour les [SNLE Borei](#), dont le nombre final devrait finalement plafonner à 14⁷.

Le **22 mai 2018**, TASS annonce le déploiement d'ici à 2017 de [drones sous-marins capables d'emporter des charges nucléaires de 2 Mt](#) et surnommés Poséidon⁸.

Le **22 mai 2018** également, la marine russe procède à un tir d'essai en rafale de [4 SLBM Bulava](#) depuis le SNLE Yuri Dolgoroukiy⁹.

3. Corée du Nord

Le **12 mai 2018**, la Corée du Nord annonce le [démantèlement](#)

¹ Karoun Demirjian, « Lawmakers takes step toward nullifying nuclear arms treaty with Russia », *The Washington Post*, 10 mai 2018.

² A Letter to Congress from Former Officials Opposing the Proposed Low-yield Warhead, 22 mai 2018.

³ Joe Gould, « House rejects limit on new nuclear warhead », *Defense News*, 22 mai 2018.

⁴ Rachel Karas, « Boeing to start LRSO, B-52 integration studies next year », *Inside Defense*, 22 mai 2018.

⁵ « New ICBM in 2020, hypersonic glider in 2019: Putin outlines nuclear deployment plans », *RT*, 19 mai 2018.

⁶ Damien Sharkov, « Russia to Deploy New Intercontinental Ballistic Missile Systems and Nuclear Bombers in 2018 », *Newseek*, 16 mai 2018.

⁷ « Источник: Россия построит еще шесть атомных стратегических подлодок класса "Борей-А" », *TASS*, 21 mai 2018.

⁸ « Source: Russian Poseidon underwater drone capable of carrying 2 megatonne nuclear warhead », *TASS*, 22 mai 2018.

⁹ Pavel Podvig, « Four-missile salvo launch of Bulava from Yuri Dolgoroukiy », *Russian Nuclear Strategic Forces*, 22 mai 2018.

[de son site d'essai nucléaire](#)¹⁰, réalisé entre le 23 et le 25 mai. Le **24 mai 2018**, les autorités [provoque des explosions à l'entrée de quatre tunnels à Punggye-ri](#) devant les caméras des journalistes de huit pays¹¹.

Annulé le **24 mai 2018** par le Président Trump, le Sommet prévu à Singapour pourrait finale-

ment avoir lieu avec des [pourparlers préliminaires organisés entre les deux pays](#) sur la zone démilitarisée coréenne¹². Le Nord-coréen [Kim Young Chol s'est rendu à Washington le 1^{er} juin](#) pour rencontrer le Secrétaire d'Etat Pompeo et le Président Trump¹³.

4. Royaume-Uni

Le **22 mai 2018**, un rapport de *National Audit Office* soulève des [interrogations sur le programme Dreadnought](#) et estime en particulier qu'il est sous-financé à hauteur de 2.9 milliards de livres¹⁴.

¹⁰ « Press Release of Ministry of Foreign Affairs of Democratic People's Republic of Korea », *KCNA*, 12 mai 2018.

¹¹ Choe Sang-Hun, « North Korea's Big Moment Is Upended by Trump », *The New York Times*, 24 mai 2018.

¹² Philippe Pons, « Les Etats-Unis et les deux Corées s'efforcent de ressusciter le sommet Kim-Trump », *Le Monde*, 28 mai 2018.

¹³ Scott Horsley, « President Trump: Summit With Kim Jong Un Is On For June 12 », *NPR*, 1er juin 2018.

¹⁴ The Defence Nuclear Enterprise: a landscape review, National Audit Office, 22 mai 2018.

QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

I. *La prudence plus que l'optimisme devrait prévaloir dans la péninsule coréenne*

Par Antoine Bondaz

Les montagnes russes. C'est très certainement ce à quoi pensent les observateurs de la péninsule coréenne eu égard aux récents événements : des insultes et menaces ont de nouveau été échangées avant l'annonce par le Président Trump de l'annulation du sommet prévu avec Kim Jong-un, suivies ensuite d'un échange d'amabilités, d'un second sommet express entre les dirigeants coréens à Panmunjom et de l'annonce qu'au sommet bilatéral du 12 juin portant principalement sur la question nucléaire pourrait suivre un sommet trilatéral permettant d'avancer sur la question d'un régime de paix dans la péninsule.

Si la communauté internationale devrait se réjouir de la poursuite des négociations entre Washington et Pyongyang, et si le régime nord-coréen (RPDC) semble aller dans la bonne direction après une année 2017 marquée par un essai nucléaire et plus de vingt essais balistiques, le chemin est encore long avant d'atteindre notre objectif commun : la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible du régime. Un optimisme prudent devrait donc dominer, qui doit être entretenu pour trois raisons principales : les nombreux précédents historiques d'accords non respectés, la radicalisation du régime nord-coréen concernant ses programmes nucléaire et balistique, et l'offensive diplomatique actuelle de Pyongyang.

De nombreux précédents d'accords non respectés

« La RPDC a accepté de mettre hors service toutes ses installations nucléaires d'ici la fin de l'année, dans un geste que l'administration américaine a salué comme une victoire diplomatique qui pourrait servir de modèle pour traiter avec l'Iran qui défie les efforts américains pour maîtriser ses ambitions nucléaires ».

Février 2007	Un « Plan d'action » est adopté dans le cadre des 6PT afin de mettre en œuvre la Déclaration conjointe du 19 septembre 2005. Suite à la fermeture des installations nucléaires à Yongbyon, Pyongyang doit fournir une déclaration complète de tous ses programmes nucléaires et mettre hors services toutes ses installations nucléaires en échange de 950 000 tonnes de fuel lourd. En plus de cette aide énergétique, les Etats-Unis acceptent de commencer le processus de retrait de Pyongyang de leur liste des Etats soutenant le terrorisme et de suspendre la mise en œuvre de la Loi sur le commerce avec l'ennemi.
Mars 2007	Le Directeur général de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, se rend en Corée du Nord et rencontre notamment le chef du Département général de l'énergie atomique. La Corée du Nord est invitée à redevenir membre de l'AIEA et le rôle de surveillance et de vérification que jouerait l'AIEA est abordé.
Juillet 2007	L'AIEA confirme la fermeture des installations nucléaires à Yongbyon.
Septembre 2007	Une équipe d'experts chinois, russes et américains examine les installations nucléaires à Yongbyon afin de déterminer les mesures nécessaires pour les mettre hors service.
Octobre 2007	Les 6PT débouchent sur une déclaration commune dans laquelle la Corée du Nord accepte de fournir une « déclaration complète et correcte de tous ses programmes nucléaires - y compris des éclaircissements sur la question de l'uranium » et de mettre hors service ses installations nucléaires à Yongbyon. Le pays accepte également de ne pas transférer de matières ou de technologies nucléaires à l'étranger.
Octobre 2007	A l'issue du second sommet intercoréen, les deux pays conviennent de « collaborer étroitement pour mettre fin aux hostilités militaires, atténuer les tensions et garantir la paix dans la péninsule coréenne », et reconnaissent la nécessité de « mettre fin au régime d'armistice actuel et de construire un régime de paix permanent ».
Novembre 2007	Une équipe d'experts américains commence le processus de mise hors service des installations nucléaires à Yongbyon, un processus qui doit être terminé avant le 31 décembre.

Rappel des négociations menées en 2007

Ce constat établi dans un article du *New York Times* du 3 octobre 2007 semble aujourd'hui bien ironique.

Il y a onze ans, quelques mois après le premier essai nucléaire nord-coréen du 9 octobre 2006, et malgré les accords non respectés par la Corée du Nord de 1992 avec la Corée du Sud, de 1994 avec les Etats-Unis ou encore de 2005 dans le cadre des Pourparlers à six (6PT), l'optimisme était de rigueur dans la péninsule. Ces longs mois de stabilité relative et partielle ont ensuite cédé place à une poursuite des programmes nucléaire et balistique nord-coréens. Cette alternance historique entre périodes de fortes tensions et périodes de négociations diplomatiques devrait nous conduire non à un pessimisme constant mais à un optimisme prudent.

Rappelons que les négociations s'étaient poursuivies, avec plus de difficulté et notamment à Singapour, au cours de l'année 2008, sans parvenir à un accord technique portant sur le démantèlement des capacités nord-coréennes. A l'inverse, l'année 2009 avait été marquée par le lancement spatial nord-coréen (Taepodong-2) du 5 avril 2009 puis par le second essai nucléaire du 25 mai 2009. Les mêmes problèmes perdurent aujourd'hui dans le cadre des négociations avec la Corée du Nord, notamment la question clé de la définition de ce qu'est la dénucléarisation, même si notre définition est clairement celle d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible du régime, ou encore sur la nature des opérations de vérification et de surveillance des installations nord-coréennes. La crise nucléaire se poursuit depuis et a atteint un nouveau pic du fait de l'accroissement sans précédent des capacités nucléaires et balistiques du pays.

Une radicalisation nucléaire du régime nord-coréen

Comme souligné dans le bulletin d'octobre 2017, la RPDC a radicalisé sa position sur les armes nucléaires et les missiles balistiques depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un fin 2011. Premièrement, la RPDC a institutionnalisé la possession d'armes nucléaires, modifiant sa Constitution en 2012 afin de présenter le pays comme un « Etat doté d'armes nucléaires », avant d'adopter une stratégie nationale en mars 2013 visant à simultanément construire l'économie et les forces armées nucléaires, la ligne Byungjin.

Deuxièmement, le dirigeant a présenté dès 2013 les quatre priorités techniques à suivre dans le cadre du

programme nucléaire : améliorer la miniaturisation, alléger, diversifier et accroître la précision des armes. Selon la propagande nord-coréenne, ces objectifs ont tous été atteints au cours des quatre essais nucléaires réalisés entre 2013 et 2017, le dernier ayant officiellement permis de développer une arme thermonucléaire multifonctionnelle qui pourrait équiper un ICBM.

Troisièmement, l'année dernière seulement, la RPDC a testé plus de vingt fois des missiles balistiques soit plus que durant le règne de Kim Jong-il entre 1994 et 2011. Le nombre de zones de lancement est passé de deux sous Kim Jong-il à plus de quinze sous Kim Jong-un, des essais simultanés ou de nuit ont été réalisés. Depuis 2017, et suite aux essais de missiles à portée intermédiaire (Hwasong-12) et intercontinentale (Hwasong-14 et 15), ce ne sont plus seulement les intérêts américains dans la région qui sont potentiellement menacés mais bel et bien l'ensemble du territoire américain, que ce soit dans le Pacifique ou sur le continent.

Quatrièmement, le dernier essai balistique de novembre 2017 a conduit le dirigeant nord-coréen à annoncer que son régime avait « réalisé la grande cause historique de l'achèvement des forces nucléaires de l'Etat », ouvrant la voie à l'offensive diplomatique actuelle mais surtout s'intégrant parfaitement dans la stratégie de survie du régime, tant dans sa dimension externe qu'interne.

La dimension externe fait référence à la sécurité du régime contre une potentielle intervention étrangère. Les capacités nucléaires nord-coréennes permettent de compléter une dissuasion conventionnelle déjà existante qui consiste à tenir la mégapole de Séoul, plus de 20 millions d'habitants, otage des capacités conventionnelles, chimiques et bactériologiques du régime. Cependant, cette dimension externe n'est pas suffisante pour comprendre l'accélération des programmes nord-coréens et les dernières annonces.

La dimension interne, encore plus importante, concerne la sécurité du régime face aux menaces domestiques. Les armes nucléaires sont en effet des armes profondément politiques qui constituent une source de légitimité inégalée pour le régime. Premièrement, elles consolident le système héréditaire puisqu'elles sont présentées comme héritées par Kim Jong-un de

son père et de son grand-père. Deuxièmement, elles accroissent son autorité en le présentant comme le protecteur de la nation coréenne. Troisièmement, elles légitiment les sacrifices de la population, étant l'un des rares succès dont le régime nord-coréen peut se vanter. Quatrièmement, elles renforcent la cohésion interne et stimulent le moral national en présentant le pays comme une grande puissance scientifique et militaire malgré les sanctions internationales. Cinquièmement, et non des moindres, elles matérialisent l'idéologie du *Juche* qui prétend garantir l'indépendance de la Corée, une clé de la légitimité nationaliste de la RPDC.

Cette dimension interne rend leur abandon encore plus difficile puisque ces armes ne sont plus possédées par le régime, mais font désormais partie de son identité. Les abandonner à court terme reviendrait à remettre en cause la rationalité des anciens dirigeants et à affaiblir la légitimité du jeune dirigeant.

Une offensive diplomatique servant les intérêts du régime

Si l'atténuation des tensions dans la péninsule est évidemment un aspect positif, il convient de ne pas se tromper sur les motivations de la Corée du Nord qui s'est lancée depuis le 1^{er} janvier 2018 dans une énième offensive diplomatique. Cette offensive ne remet en rien en cause la stratégie de survie du régime précédemment mentionnée et s'intègre à l'inverse parfaitement en elle.

Premièrement, les concessions largement médiatisées par la RPDC ne sont que partielles et réversibles. Elles ne remettent en aucun cas en cause les programmes nucléaire et balistique pour l'instant, les essais nucléaires et balistiques pouvant reprendre à tout moment. Ce qui est présenté comme le « démantèlement » du site d'essai nucléaire de Punggye-ri n'est que la destruction des tunnels d'accès à une installation souterraine qui demeure largement intacte, et seule la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires couplée à une inspection par des experts internationaux permettrait de garantir le démantèlement du site. Deuxièmement, la RPDC a déjà maximisé ses gains politiques en interne, en témoigne l'annonce politique, bien plus que technique, qu'elle avait « achevé ses forces nucléaires d'Etat ». Le régime peut donc se permettre de suspendre sa campagne

d'essais sans se compromettre et créer des oppositions en interne.

Troisièmement, en poursuivant les négociations, la RPDC garantit une stabilisation partielle et temporaire de la péninsule coréenne, réduisant le risque d'une intervention préventive américaine ou d'une escalade militaire. Quatrièmement, ces mêmes négociations permettent au régime d'améliorer ses relations avec deux voisins clés, la Corée du Sud et la Chine, et potentiellement d'initier une coopération en matière de construction d'infrastructures telle qu'évoquée par le Président Moon Jae-in, une telle coopération ne violant pas les résolutions du CSONU. Cinquièmement, en suspendant ses essais tout en négociant, la RPDC évite justement l'adoption de nouvelles sanctions économiques - toute résolution du CSONU associée à des sanctions serait certainement bloquée par la Chine et la Russie sans provocation préalable de la Corée du Nord – tout en ayant le temps d'adapter son économie aux sanctions existantes comme le Discours du 1^{er} janvier 2018 de Kim Jong-un l'indique clairement.

La RPDC ne semble donc pas entrer dans ces négociations avec les Etats-Unis en position de faiblesse mais bel et bien en position de force, misant peut-être sur la nécessité pour le Président Trump d'obtenir un accord politique, plus que technique, à court terme dans un contexte marqué par le retrait de son pays du JCPOA. Les déclarations nord-coréennes jugées « hostiles et pleines de colère » dans la lettre du président Trump apparaissent ainsi comme non seulement modérées mais avec un objectif clair : diviser au sein de la Maison Blanche et promouvoir la ligne Pompeo au détriment de la ligne Bolton.

Pour simplifier, la ligne du secrétaire d'Etat Mike Pompeo, en charge des négociations et ayant déjà rencontré le dirigeant nord-coréen à deux reprises, consisterait en un accord initial permettant des concessions réciproques afin de négocier *in fine* mais dans la durée un accord final, étape par étape, permettant la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible du régime. A l'inverse, la ligne du conseiller à la sécurité nationale John Bolton, consisterait en une ligne maximaliste, visant à obtenir à court terme le démantèlement complet des capacités nucléaires, balistiques, chimiques et bactériologiques associé à une amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays,

et d'évoquer ensuite les concessions potentielles que les Etats-Unis pourraient offrir au régime nord-coréen. Cette ligne Bolton est inacceptable pour Pyongyang et apparaît comme vouée à l'échec.

Les récentes critiques nord-coréennes ont ainsi visé directement John Bolton et le vice-Président Mike Pence qui évoquaient le modèle libyen et surtout le sort du régime nord-coréen si un accord n'était pas trouvé, sans jamais attaquer directement le Président Trump ou le Secrétaire d'Etat Pompeo. A l'inverse, la réponse à la lettre présidentielle mêle ouverture et flatterie, soulignant que la « formule » Trump pourrait permettre d'atteindre un accord. La même position a été réaffirmée au cours du dernier sommet intercoréen.

Si la date d'un sommet demeure incertaine, la RPDC et peut être encore d'avantage le Président Trump ont besoin d'obtenir un accord initial. Le risque est cependant celui d'un accord politique afin de démontrer que le dirigeant américain est capable d'obtenir un « deal » complet qui pourrait porter sur les dimensions nu-

claires, balistiques à longue portée et de stabilité régionale, plus qu'un accord technique de fond permettant d'atteindre une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible du régime. Dans ce scénario, le risque serait de dévier d'un accord de dénucléarisation à un accord *de facto* de réduction et de contrôle des armements, sans prendre en compte la dimension balistique à courte et moyenne portée. Une conséquence serait ainsi de transférer les tensions entre Washington et Pyongyang à des tensions entre Washington et Tokyo, poussant le Japon à se questionner quant à la dissuasion élargie américaine et contribuant encore un peu plus à son isolement dans la région, un objectif longtemps recherché par Pékin.

La prudence plus que l'optimisme devrait donc prévaloir et pour paraphraser Kim Jong-un qui annonçait lors du premier sommet intercoréen avec le président Moon Jae-in que nous ne devrions pas « répéter l'histoire malheureuse des promesses non tenues », il faudrait en effet veiller à ce que toutes les parties, en particulier la RPDC, tiennent cette fois leurs promesses.

2. **Débats et perspectives sur le désarmement en Europe dans le contexte du TIAN** Par Emmanuelle Maitre

Près d'un an après la signature du Traité d'interdiction des armes nucléaires, les positions des différents pays européens commencent à se cristalliser et il devient possible d'analyser dans quelle mesure le Traité a entraîné une dynamique en faveur du désarmement sur le continent. Alors que le cycle d'examen du TNP progresse (comité préparatoire à la conférence d'examen tenu à Genève du 23 avril au 4 mai), il est utile de faire un point sur les débats intra-européens sur le Traité, les perspectives de ratification et leurs impacts pour l'Union Européenne et pour l'OTAN en particulier¹⁵.

Parmi les 28 membres de l'UE, un seul pays a ratifié le TIAN à ce jour, et ce sans surprise, puisqu'il s'agit de l'Autriche, un des principaux Etats promoteurs de l'initiative. Le Président autrichien a ratifié le texte le 9 mai 2018, après son approbation à l'unanimité par le Conseil national le 21 mars¹⁶ et le Conseil fédéral le 5 avril 2018¹⁷.

Un autre pays a signé à ce jour le Traité, il s'agit de l'Irlande, pays également actif dans son processus d'élaboration et d'adoption. Le parlement irlandais

¹⁵ A noter qu'au niveau mondial, le TIAN compte aujourd'hui 58 Etats signataires et 10 Etats l'ayant ratifié (Autriche, Cuba, Guyana, Mexique, Palestine, Palau, Saint-Siège, Thaïlande, Venezuela, Vietnam). 50 ratifications sont nécessaires pour que le Traité entre en vigueur.

¹⁶ Einstimmiges Bekenntnis: Nationalrat ratifiziert Anti-Atomwaffen-Abkommen der UNO, Parlamentskorrespondenz Nr. 296 vom 21.03.2018

¹⁷ Bundesrat bestätigt Aufhebung des generellen Rauchverbots, Parlamentskorrespondenz Nr. 363 vom 05.04.2018

travaille à l'élaboration d'un texte permettant la ratification, mais le sujet n'a pas encore été débattu¹⁸. La ratification irlandaise fait peu de doutes, avec un regard attentif des ONG locales qui souhaitent s'assurer que l'Irlande remplit ses obligations notamment en matière de non-assistance à des programmes nucléaires militaires¹⁹.

Enfin, trois autres Etats de l'UE (non membres de l'OTAN) pourraient le faire car ils avaient fait partie des 122 Etats en faveur de l'interdiction en juillet 2017. Malte et Chypre se sont peu exprimées sur cette question, qui n'a pas donné lieu à de débats publics. Tout au plus, les autorités chypriotes ont-elles indiqué « examiner la possibilité d'une future accession » sans donner de précision²⁰. Le troisième Etat, la Suède, fait l'objet d'un débat beaucoup plus vivace. La Ministre des Affaires étrangères Margot Wallström semble soutenir la signature de son pays²¹, mais des débats internes l'ont conduite à mettre en place une procédure d'examen des conséquences pour Stockholm d'accéder au TIAN²². Celui-ci, mené par Lars-Erik Lundin, chercheur au SIPRI, devrait rendre ses conclusions en octobre 2018²³.

Les hésitations suédoises sont notamment dues aux réserves du secteur de la Défense, et en particulier du Ministre Peter Hultqvist, qui redoute qu'une telle démarche ne nuise aux coopérations militaires OTAN-

Suède²⁴. Outre les exercices joints qui pourraient être impactés par la signature du TIAN, les coopérations industrielles suédoises avec des Etats dotés seraient également en jeu²⁵. Elles ont *a priori* été entretenues par des avertissements de différents Etats membres de l'OTAN, et en particulier de James Mattis, qui aurait fait savoir à ses homologues suédois que le partenariat OTAN-Suède serait fortement endommagé par une ratification du TIAN²⁶ ou encore par le Secrétaire Général de l'OTAN Jens Stoltenberg en déplacement à Stockholm en janvier 2018²⁷.

La Suède est sans doute le pays où la question de la signature est la plus débattue et connue du grand public, avec une forte couverture médiatique et des prises de position de l'ensemble de la classe politique. En effet, des élections générales sont prévues le 9 septembre 2018, et la position à adopter vis-à-vis du TIAN est un des éléments de différenciation entre les partis. Au parlement comme dans la presse, des interpellations ont régulièrement lieu pour clarifier les positions des élus, des candidats et des partis de manière large²⁸. Elles concernent en général également le bien-fondé d'un rapprochement avec l'OTAN et la politique de sécurité suédoise plus globalement. A ce jour, les partis d'opposition du Centre²⁹, des Modérés³⁰, des Libéraux³¹, des Démocrates Chrétiens³² (opposi-

¹⁸ Alicia Sanders-Zakre, « Legislatures Act on Ban Treaty », *Arms Control Today*, mai 2018.

¹⁹ The choice for the world in 2018: Fire and fury, or peace?, Irish Campaign for Nuclear Disarmament, 1er janvier 2018.

²⁰ Statement of the Permanent Mission of the Republic of Cyprus to the United Nations, United National First Committee, General Debate, New York, 9 octobre 2017.

²¹ Wallström: En värld fri från kärnvapen är möjlig, Svenska Dagbladet, 24 août 2017.

²² Inquiry into the consequences of a possible Swedish accession to the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons, [Ministère des affaires étrangères](#), Suède

²³ « SIPRI fellow to lead inquiry on Sweden and the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons », *SIPRI*, 25 octobre 2017.

²⁴ Emanuel Örtengren et Senni Salmi, « Sweden and Finland at Odds Over UN Nuclear Weapons Ban Treaty », *Center for Transatlantic Relations*, SAIS, 15 août 2017.

²⁵ Nick Ritchie, The Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons: delegitimising unacceptable weapons in Shatabhisha Shetty et Denitsa Raynova, Breakthrough or Breakpoint? Global Perspectives on the Nuclear Ban Treaty, [European Leadership Network](#), décembre 2017.

²⁶ Mikael Holmström, « Kärnvapenförbud hotar försvarssamarbete », *Dagens Nyheter*, 30 août 2018.

²⁷ Stoltenberg talade emot FN-konvention om kärnvapen, Svenska Dagbladet, 14 janvier 2018.

²⁸ Voir les discussions entre Pål Jonson et la Ministre Margot Wallström, §8 Svar på interpellationerna 2017/18:227 och 228 om Sveriges relation till USA och Nato, Riksdagens protokoll 2017/18:41 Fredagen den 1 december Kl. 09.00–14.12, 1^{er} décembre 2017 ; entre Kerstin Lundgren (Centre) et la Ministre Margot Wallström, §17 Svar på Interpellation 2016/17:618 om FN-konventionen om kärnvapenförbud, Riksdagens protokoll 2017/18:5 Fredagen den 15 september Kl. 9.00–12.48, 15 septembre 2017 ou les interpellations des différents parlementaires, Riksdagens protokoll 2017/18:56 Onsdagen den 17 januari Kl. 09.00–15.08 16.00–16.03, 17 janvier 2018.

²⁹ Kärnvapenförbud och splittrad regering i fokus för Kerstin Lundgren, [Centerpartiet](#), 26 janvier 2018.

³⁰ Erik Wikén, Hans Wallmark (M) kritisk mot Wallströms Nato-uttalande, [SVT Nyheter](#), 2 janvier 2018.

³¹ Sverige röstar för kärnvapenförbud, [Aftonbladet](#), 18 octobre 2016.

³² Regeringen granskar kritiserat kärnvapenförbud, Sydsvenskan, 31 août 2017.

tion de centre-droit formant l'Alliance) et des Démocrates de Suède (extrême-droite)³³ se sont positionnés contre le Traité, non sans quelques atermoiements pour ces derniers. En raison des divisions internes, et dans l'attente des conclusions de la procédure d'examen, le principal partenaire actuellement au pouvoir, le Parti social-démocrate, n'a pas pris parti officiellement. La chef de file de son partenaire Les Verts s'est exprimée pour une ratification³⁴.

La décision suédoise sera particulièrement scrutée par les autres pays scandinaves, membres ou non de l'UE, qui ont refusé de participer aux négociations sur le Traité et dont les gouvernements n'ont pas l'intention de le signer, et en particulier de la Finlande et de la Norvège. Le choix de ces deux Etats de ne pas soutenir le TIAN va en effet à l'encontre d'une certaine tradition d'activisme en matière de désarmement, et peut être incomprise par une partie importante de l'opinion³⁵. Il n'existe pour autant pas de pression politique forte des partis d'opposition pour un revirement dans ni l'un ni l'autre de ces pays à l'heure actuelle³⁶.

Pour les pays européens membres de l'OTAN, le débat est tranché pour l'instant, et les contestations politiques sont variables. Dans la plupart des pays, il n'existe pas de débat sur le sujet. Dans certains, la problématique est portée par des partis d'extrême

gauche et n'est pas relayée par les partis de gouvernement, comme par exemple en Espagne³⁷. En Allemagne, pays emblématique de la contestation antinucléaire, le sujet est désormais également cantonné aux partis les plus extrêmes, à savoir *Die Linke* et l'AfD. L'anti-américanisme et l'opposition à l'Alliance atlantique joue un rôle important dans ces positionnements, qui se traduisent par le dépôt occasionnel de motions appelant à soutenir le TIAN et retirer les armes nucléaires présentes sur le sol allemand. Il est intéressant de noter que le SPD et le FPD ne soutiennent pas la ratification du Traité, malgré des positions historiques pro-désarmement. L'accord de coalition adopté au printemps 2018 est peu ambitieux en matière de désarmement et le nouveau ministre des Affaires étrangères Heiko Maas a clairement explicité les raisons du choix allemand en mars 2018³⁸.

Au Pays-Bas également, le débat est assez modeste du fait de la position très nettement exprimée de l'ancien Ministre Bert Koenders³⁹, et ce alors que le pays avait été le seul allié à participer aux négociations sur le traité à l'ONU au printemps et à l'été 2017. Des partis minoritaires ont réclamé une réouverture du débat à l'automne 2017 mais leur motion a été refusée par 101 voix contre 49⁴⁰. Mais au vu de la coalition large actuellement au pouvoir, il ne s'agit pour l'instant que de voix minoritaires ou isolées.

³³ Pär Karlsson, SD byter fot - tänker rösta mot kärnvapenförbud, *Aftonbladet*, 18 janvier 2018.

³⁴ DN Debatt. "Sverige bör skriva under FN:s kärnvapenkonvention", *Dagens Nyheter*, 12 janvier 2018.

³⁵ Emanuel Örtengren et Senni Salmi, op. cit.

³⁶ Voir notamment le débat norvégien marqué par la modération du principal parti d'opposition, le Parti des travailleurs, pourtant à l'origine du mouvement sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires

[Stortinget](#) - Møte torsdag den 8. februar 2018

³⁷ Podemos a appelé à signer le traité en raison de son opposition générale à l'OTAN.

DS. Congreso de los Diputados, Pleno y Dip. Perm., núm. 101, de 07/02/2018 cve: DSCD-12-PL-101, Cortes Generales, Diario De Sesiones Del Congreso De Los Diputados Pleno Y Diputación Permanente E Año 2018 XII Legislatura Núm. 101, Presidencia De La Excm. Sra. D.ª Ana María Pastor Julián, Sesión plenaria núm. 96 celebrada el miércoles, 7 de febrero de 2018, 7 février 2018.

³⁸ Intervention d'Heiko Maas, Ministre des affaires étrangères : « Je tiens à dire pourquoi nous ne signons pas le Traité de prohibition des armes nucléaires. À nos yeux, il est plus logique d'adopter des mesures progressives de désarmement pour renforcer le TNP en tant que pierre angulaire de l'architecture du désarmement nucléaire et de la non-prolifération.

Une interdiction immédiate des armes nucléaires sans mécanisme de vérification absolument fiable - qui manque manifestement - ne serait selon nous pas cohérente avec cet objectif. Un traité sur les armes nucléaires qui n'implique pas les États dotés d'armes nucléaires - c'est le problème à ce stade - et donc ne prend pas en compte l'environnement de sécurité, n'est pour nous pas efficace. Nous n'avons donc pas choisi de le rejoindre jusqu'à présent »

Deutscher Bundestag, Stenografischer Bericht, 22. Sitzung, Berlin, Mittwoch, den 21. März 2018, Plenarprotokoll 19/22, 21 mars 2018.

³⁹ « Notamment du fait de l'incompatibilité avec notre adhésion à l'OTAN, de l'absence de procédures de vérification et du risque de compromettre les accords et normes existants, il a été décidé, après trois semaines de négociations, que le texte actuel du traité ne pouvait être soutenu par les Pays-Bas. »

Lettre du Ministre des Affaires étrangères Bert Koenders au Président de la Chambre des représentants des Etats-Généraux, La Haye, 14 juillet 2017, « Appreciatie uitkomst onderhandelingen kernwapenverbod », Onze Referentie BZDOC-1235421577-13, Uw Referentie 2017Z09294/2017D19527

⁴⁰ Motie van het lid Roemer c.s. . over nader onderzoeken van mogelijkheden om het verdrag afschaffing van kernwapens te ondertekenen, n° 34775-25, 2 novembre 2017.

En Italie, la situation est sensiblement différente puisqu'un parti non-traditionnel en faveur du TIAN est arrivé en tête des dernières élections législatives, à savoir le Mouvement 5 Etoiles. Ses représentants avaient notamment essayé de faire changer la politique du gouvernement précédent *via* l'adoption de motions contraignantes⁴¹. Alors que des tractations sont encore en cours pour définir le contour du futur gouvernement italien, ainsi que son projet politique, il sera intéressant de voir dans quelle mesure le M5S et la Ligue du Nord, qui se retrouvent sur une ligne anti-américaine et anti-OTAN, souhaiteront rouvrir ce dossier sur lequel ils étaient jusqu'à maintenant en désaccord⁴². On peut néanmoins penser qu'il ne s'agira probablement pas d'une priorité politique pour la future coalition.

Parmi les deux Etats dotés de l'Union, le Royaume-Uni est sans doute le seul pour lequel il existe de véritables forces politiques en faveur du Traité, à savoir une partie du Labour, le SNP et Plaid Cymru. L'action de leurs élus a permis l'émergence de pétitions, sans que la perspective d'une adhésion du Royaume-Uni ne soit d'aucune façon une éventualité plausible.

Pour ce qui est des Etats européens qui n'appartiennent ni à l'Union européenne, ni à l'OTAN, il convient de noter la signature et ratification du TIAN par le Saint-Siège. Saint-Marin et le Liechtenstein ont déposé leur signature. Enfin, la Moldavie et la Suisse ont seulement approuvé le texte lors du vote aux Nations Unies. Mais Berne a fait savoir en janvier 2018 que le Conseil fédéral ne jugeait pas le moment opportun pour la ratification d'un texte sur lequel il a émis plusieurs réserves⁴³.

Ce tour d'horizon permet de dresser quelques conclusions. Tout d'abord, il apparaît que les Etats désireux de ratifier le TIAN sont à ce jour probablement moins nombreux que ce qui était escompté au début du processus de négociation, et les débats à ce sujet moins vifs. Cela peut être dû au contexte international toujours tendu, aux pressions diplomatiques des Etats dotés et de l'OTAN, mais peut-être également aux faiblesses intrinsèques du Traité et aux craintes de certains acteurs qu'il nuise au régime du TNP. Cette explication semble en particulier vraie s'agissant de la Suisse, et dans une moindre mesure de la Suède.

Pour l'Alliance atlantique, les craintes d'une division sur la question et d'une remise en cause des pratiques de coopérations militaires actuelles semblent à ce jour infondées, puisqu'aucun gouvernement n'a émis l'hypothèse d'une adhésion, avec une interrogation néanmoins sur l'Italie.

Enfin, à l'échelle de l'Union Européenne, la division est naturellement plus marquée, une situation qui est appelée à durer. Lors des derniers rendez-vous liés au TNP, et en particulier lors du dernier comité préparatoire à la conférence d'examen 2018, l'UE s'est efforcé d'adopter une politique constructive sur les différents piliers du TNP, tout en ignorant le TIAN⁴⁴. Une telle posture pourrait être néanmoins plus malaisée dans les débats entourant la sécurité du continent européen...

⁴¹ Mozione Moscatt, Alli ed altri n. 1-01699, XVII Legislatura, Resoconto stenografico dell'Assemblea Seduta n. 853 di martedì 19 settembre 2017, 19 settembre 2017.

⁴² Legislatura 17^a - Aula - Resoconto stenografico della seduta n. 860 del 18/07/2017, Mozioni sulla proliferazione delle armi nucleari. Examen des motions 1-00405, 1-00739 (texte 2) ; 1-00795 (texte 2), 1-00799, 1-00801, 1-00817 et 1-00817 (texte 2), 17 juillet 2017.

⁴³ Stéphane Bussard, « Le Conseil fédéral refuse de ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires », *Le Temps*, 23 février 2018.

⁴⁴ [Statement](#) by Mr Jacek Bylica Special Envoy for Disarmament and Non-proliferation European External Action Service on behalf of the European Union Geneva, 23 April 2018

QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

I. L'Inde : puissance nucléaire intercontinentale

Bien que l'Inde n'ait jamais réalisé d'essai de missiles sur une portée supérieure à 5500 km, elle est généralement considérée comme la septième puissance intercontinentale à part entière⁴⁵ depuis les tirs réussis du missile Agni-V dont la portée supposée pourrait atteindre ce palier⁴⁶. Cette capacité n'est en réalité contestée que par certains analystes chinois, qui se montrent sceptiques sur les caractéristiques techniques du système et estiment que l'Agni-V est bien inférieur à ses équivalents chinois⁴⁷.

L'Agni-V est un missile à trois étages tiré depuis un TEL. La portée théorique pourrait être située entre 5500-5800 km (la portée réelle est classifiée) et la charge du missile a été évaluée à 1,5 tonne⁴⁸. Sa longueur est estimée entre 17,5 mètres et 20 mètres et son diamètre entre 2 mètres et 2.2 mètres. Son poids au lancement serait compris entre 49 et 55 tonnes⁴⁹. La quantité de missiles produite est inconnue.

Le coffrage du moteur de l'Agni-V emploie des matériaux composites sur le deuxième et troisième étage afin de réduire son poids. Le système de propulsion s'appuie sur du propergol solide. Selon certains rapports, le système de guidage du missile repose sur une combinaison entre navigation inertielle



Agni V – crédits : DRDO

utilisant des gyroscopes laser et un système micro-inertiel, pouvant être mis à jour par voie satellitaire. L'erreur circulaire probable serait de 10 mètres⁵⁰.

Certaines spéculations ont été émises sur le mirvage probable de l'Agni-V⁵¹, une information jugée peu plausible par Hans Kristensen qui estime n'avoir aucune preuve de recherches indiennes sur les technologies du mirvage à ce jour, et qui constate que déployer plusieurs têtes sur le missile auraient pour conséquence de réduire sa portée, l'un des intérêts du système actuel. L'expert de la FAS reprend l'estimation de 1.5 tonne pour la tête et note que les têtes nucléaires indiennes restent sans doute plus lourdes que celles des pays disposant de MIRV. Il

⁴⁵ Classement selon la date du premier essai réussi : Russie, Etats-Unis, Royaume-Uni, Chine, France, Israël

⁴⁶ Agni-5, Missiles of the World, [Missile Threat](#), CSIS, mis à jour le 8 novembre 2016.

⁴⁷ Why the World Should Fear India's New ICBM's, [The National Interest](#), 25 janvier 2018.

⁴⁸ Franz-Stefan Gady, India Tests Most Advanced Nuclear-Capable ICBM, [The Diplomat](#), 18 janvier 2018.

⁴⁹ Agni-5, Missiles of the World, [Missile Threat](#), CSIS, mis à jour le 8 novembre 2016.

⁵⁰ Agni V, [Jane's Strategic Weapon Systems](#), 16 février 2018.

⁵¹ Hans Kristensen, India's Missile Modernization Beyond Minimum Deterrence, [FAS Strategic Security Blog](#), 4 octobre 2013.

juge également que cette technologie est complexe et nécessiterait de nombreux essais, et qu'elle serait difficile à concilier avec la doctrine indienne de dissuasion minimale. Enfin, il note son potentiel déstabilisateur car un Etat qui dispose d'ICBM mirvés invite des frappes préemptives sur ces cibles de haute valeur et en peut se trouver entraîné dans une course à la fabrication de têtes nucléaires avec ses adversaires. Malgré ces arguments, Hans Kristensen note que la décision chinoise de mirver certains de ces missiles de longue portée et l'annonce pakistanaise d'un essai mirvé de l'Ababeel en 2017 pourrait faire basculer les décideurs indiens en faveur d'une telle option⁵².

Six essais ont été recensés à ce jour, en 2012, 2013, 2015, décembre 2016, janvier et juin 2018. Le 26 décembre 2016, le missile a pour la deuxième fois été lancé depuis un lanceur fermé sur son TEL, le TCT-5. Le 18 janvier 2018 et 1^{er} juin 2018, l'Agni-V a été essayé dans des conditions *a priori* opérationnelles et a volé sur une distance de 4900 km en 19 minutes⁵³. Le TEL utilisé, de 30 mètres et sept essieux, pèse 140 tonnes et est tiré par un camion Volvo à trois essieux⁵⁴. L'utilisation d'un conteneur fermé permet de réduire le temps de lancement à quelques minutes⁵⁵. Ce choix va à l'encontre de la pratique indienne de séparation entre la tête et le corps du missile, et interroge sur les choix de contrôle politique qui seront opérés entre la *Nuclear Command Authority* civile et les forces stratégiques⁵⁶. Le missile ne semble pas opérationnel à l'heure actuelle, et est considéré « en développement » par le gouvernement américain. Des essais par la *Strategic Forces Command* seraient notamment requis pour qu'il puisse être considéré comme partie intégrante de l'arsenal indien⁵⁷.

New Delhi a également annoncé un programme pour un ICBM de nouvelle génération, l'Agni VI, dont certaines descriptions évoquent quatre étages, des MIRV et un véhicule de réentrée manœuvrant. Les objectifs de portée seraient d'au-delà de 10 000 km, et le missile existerait en version terrestre et SLBM⁵⁸. Le rapport de l'*US Defense Intelligence Ballistic Missile Analysis Committee* de décembre 2017 lui a établi cependant une portée théorique de 6000 km⁵⁹. Ces autres caractéristiques techniques devraient être proches de celles de l'Agni-V. L'Agni-VI a été mentionné à partir de 2013 et serait développé par le DRDO à Hyderabad. Un rapport de 2015 d'Avinash Chander, directeur du programme missile au DRDO, a annoncé que les spécifications du missile avaient été décidées et que le travail de R&D était en cours, sans toutefois de commande formelle des autorités politiques. A cette époque, les sources évoquaient un développement autour de 2017-2019. Aucune confirmation sur l'état du programme n'a cependant été fournie depuis 2015⁶⁰, programme dont les fondements stratégiques sont moins bien compris que son prédécesseur et qui a pu être accusé d'être uniquement motivé par la volonté de perfectionnement du DRDO⁶¹.

Quel que soit le devenir de l'Agni VI, le statut de l'Inde comme puissance nucléaire intercontinentale semble net avec les dernières démonstrations de l'Agni V, un statut revendiqué et clamé en particulier en direction de Pékin dont le ton condescendant à l'égard des ingénieurs indiens⁶² ne semble que motiver ces derniers à améliorer les performances des systèmes existants.

⁵² Hans Kristensen et Robert Norris, Indian nuclear forces, 2017, *The Nuclear Notebook*, Bulletin of the Atomic Scientist, vol. 73, 2017.

⁵³ Rajat Paditl, « India test-fires nuclear-capable ICBM Agni-V », *Times of India*, 18 janvier 2018.

⁵⁴ TCT-5 Performs Excellently in Missile Ejection Test, *DRDO Newsletter*, juin 2014

⁵⁵ India Can Develop 10,000 km Range Missile: DRDO, *Times of India*, 16 septembre 2013.

⁵⁶ India's Strategic Nuclear and Missile Programmes, Project Alpha, juin 2017.

⁵⁷ Agni V, *Jane's Strategic Weapon Systems*, 16 février 2018.

⁵⁸ D. Gosh, Successful Test Launch of AGNI V, *Press Information Bureau*, Government of India, 27 décembre 2016.

⁵⁹ Ballistic and Cruise Missile Threat, *US Defense Intelligence Ballistic Missile Analysis*, décembre 2017.

⁶⁰ Agni VI, *Jane's Strategic Weapon Systems*, 16 février 2018.

⁶¹ Frank O'Donnell, Managing India's Missile Aspirations, *ISDA Comment*, Institute for Defence Studies and Analyses, 10 février 2013.

⁶² Srikanth Thaliyakkatti, « Chinese Perceptions on India's Long Range Missile Development: How Credible is India's Deterrence against China? », *Center for Security Studies*, ETH Zürich, 30 mai 2017.

I. *Strategic Stability, Uncertainty and the Future of Arms Control*

Heather Williams, *Survival*, vol. 60, n°2, 2018.

Pour Heather Williams, the NPR de l'Administration Trump traduit une nouvelle approche de l'environnement stratégique mais également une version altérée du concept de stabilité stratégique. Ainsi, elle accorde une grande importance aux provocations russes en Europe, aux menaces inter-domaines et aux évolutions technologiques à venir. Pour l'experte américaine, un des mots clés de la nouvelle doctrine est « incertitude », qui justifie un accent mis sur la flexibilité, la résilience et la diversité des capacités stratégiques américaines. La maîtrise des armements est traitée comme un champ dans lequel les Etats-Unis ont été abusés et sur lequel il convient de revoir les paradigmes.

Au vu de ce nouvel environnement, Washington adopte une vision de la stabilité stratégique qui se rapproche de celle défendue par Moscou, et donc élargie aux capacités non-nucléaires telles que des armes conventionnelles avancées. Désormais, l'administration américaine reconnaît que des nouvelles menaces, par exemple le cyber, peuvent affecter la stabilité stratégique, tant en temps de crise qu'en matière de course aux armements.

Alors que traditionnellement, Washington considérait que la stabilité stratégique était atteinte par une capacité à dissuader grâce à une seconde frappe assurée, la NPR établit que cette capacité n'est plus suffisante car l'escalade d'une crise peut survenir de manière très diverses. Cette nouvelle conception se par l'extension de l'application de la dissuasion nucléaire, l'accent mis sur la nécessité d'adapter les stratégies à chaque adversaire potentiel et la reconnaissance d'interactions entre le domaine nucléaire et de nouvelles menaces, en particulier cyber.

Aux yeux d'Heather Williams, ce glissement qui aligne les Etats-Unis sur la Russie complique singulièrement toute perspective de maîtrise des armements et rend intenable la position traditionnelle américaine qui refuse d'intégrer la défense antimissile ou les armements conventionnels aux débats de réduction ou limitation des armements stratégiques.

Devant ce constat, elle formule quelques recommandations, comme la reconduction du *New Start*, la réflexion autour d'accords tels que ceux de 1972 liant réductions d'armes offensives et de systèmes défensifs, l'adoption d'une déclaration jointe de non-agression cyber des installations de commandement et de contrôle nucléaire et enfin la considération de part et d'autre de mesures de maîtrise des armements asymétriques.

2. **Russia and NATO: How to overcome deterrence instability?**

Thomas Frear, Lukasz Kulesa, Denitsa Raynova, *Euro-Atlantic Security Report*, European Leadership Network, Avril 2018.

Le *European Leadership Network* s'est également interrogé sur le concept de stabilité stratégique en Europe, avec la publication d'un rapport en avril 2018 qui estime que les postures de dissuasion de la Russie et l'OTAN portent en germe des risques de conflit et appelle à des modifications⁶³. Les auteurs jugent que le comportement des deux acteurs contribue à l'instabilité.

Côté russe, les autorités ont une forte crainte de l'OTAN perçue comme une menace globale. Elles redoutent en particulier toute action unilatérale conduisant à marginaliser la Russie voire à provoquer un changement de régime à Moscou. En réponse, elles se sont dotées d'un concept inclusif de dissuasion stratégique qui vise notamment à dominer les phases initiales d'un conflit et à recourir à des actions préemptives sur l'ensemble du spectre (infra-conventionnel jusqu'à nucléaire). Dans ce cadre, la Russie envoie des signaux forts qui visent à traduire une ambiguïté sur les seuils et une forme d'imprédictibilité, n'hésitant pas à déployer des capacités duales et à s'entraîner pour convaincre l'OTAN de sa préparation pour s'imposer sur les phases initiales d'un conflit.

Du côté de l'OTAN, la posture a évolué depuis 2014 avec une priorisation donnée à la protection du territoire de l'Alliance contre une agression russe. La crainte principale est celle d'un fait accompli russe. En réponse, les sommets du Pays de Galles et de Varsovie ont cherché à adopter la posture de dissuasion autour d'un panachage de capacités conventionnelles et nucléaires et de dissuasion par punition et par interdiction. En matière de signaux, l'OTAN a cherché à démontrer sa préparation par le déploiement de troupes à l'Est de l'Alliance et l'amélioration de ses temps de réponse. Elle a cherché à prendre en compte certains points faibles qui créent des vulnérabilités et ce-faisant menacent la stabilité stratégique, comme la difficulté à faire émerger un consensus politique en cas de crise, la lenteur éventuelle d'une réponse militaire, le

manque d'infrastructures pour déplacer forces et capacités, et certains déséquilibres dans les équipements.

Pour les auteurs, ces réponses des deux acteurs entretiennent l'instabilité. En cas de crise, les doctrines russes pourraient favoriser l'escalade en prônant le déploiement massif de forces à proximité de la zone de conflit, et en cherchant lors de l'intensification de celui-ci à préserver coûte-que-coûte l'avantage. Par ailleurs, la volonté de répondre au plus vite à une agression russe pourrait conduire l'OTAN à s'enfermer dans une riposte agressive, alors que les actions non-coordonnées de ses membres pourraient favoriser les incompréhensions russes. D'autres facteurs sont sources d'instabilité, tels que le recours éventuels à des attaques cyber ou spatiales, sans qu'il n'existe de clarté sur la nature des réponses à de telles attaques ou la capacité réelle des architectures offensives et défensives.

Le rapport conclue donc que dans le contexte actuel, chaque acteur doute de la crédibilité de sa position et cherche à se renforcer, alimentant ainsi une spirale négative en termes de stabilité. Ils formulent sept recommandations principales pour limiter les risques d'escalade volontaire ou accidentelle :

- La modification de la posture russe à partir d'un réajustement plus nuancé de la menace otanienne et la renonciation aux signaux les plus agressifs
- Une évaluation de la doctrine de l'OTAN visant à définir si le niveau actuel est suffisant et analyser en profondeur les impacts directs et indirects d'éventuelles réformes

⁶³ Thomas Frear, Lukasz Kulesa, Denitsa Raynova, *Russia and NATO: How to overcome deterrence instability?*, [Euro-Atlantic Security Report](#), European Leadership Network, Avril 2018.

- La réintroduction de mesures de retenue en matière de dissuasion conventionnelle, à partir des instruments de sécurité européenne existant, mais aussi de nouvelles mesures
- L'engagement de ne pas rehausser le rôle des armes nucléaires non-stratégiques pour préserver une distinction claire entre conventionnelle et nucléaire
- La minimisation du risque d'escalade inter-domaine, notamment concernant les opérations cyber et spatiales
- La construction de procédures de gestion de crises
- La multiplication des canaux de communication, utilisés en temps de paix et en temps de crise

CALENDRIER

- **6 juin 2018** : Cycle « Pourquoi la dissuasion ? » Autour de M. Quinlan, théologie et stratégie, Séminaire de l'ENS Ulm, Paris
- **13 juin 2018** : Cycle « Pourquoi la dissuasion ? », Les conditions d'une morale de la dissuasion nucléaire, Séminaire de l'ENS Ulm, Paris
- **12 juin 2018** : Cycle Histoire de la dissuasion : Contribution française à l'histoire culturelle de la dissuasion nucléaire, Séminaire de l'ENS Ulm, Paris
- **21-22 juin 2018** : 2018 European Initiative on Security Studies, Université Panthéon-Assas